



HAL
open science

L'économie de l'Azerbaïdjan, forces et dangers dans un monde globalisé et conflictuel

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. L'économie de l'Azerbaïdjan, forces et dangers dans un monde globalisé et conflictuel: Pax Economica. Le présent et l'avenir de l'Azerbaïdjan, Jun 2012, Grenoble, France. hal-02512085

HAL Id: hal-02512085

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02512085>

Submitted on 19 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'économie de l'Azerbaïdjan, forces et dangers dans un monde globalisé et conflictuel

Pax Economica

Jacques Fontanel

Conférence

Séminaire des doctorants, 10 juin 2012

Université Pierre Mendès France de Grenoble

Résumé : Après 70 ans de pouvoir soviétique, l'Azerbaïdjan est redevenue indépendante avec l'effondrement de l'URSS, dans un contexte difficile, caractérisé par la nécessaire transition vers l'économie de marché, la disponibilité d'un équipement industriel et technologique rustique, en voie d'obsolescence et d'usure rapide, et le conflit ouvert avec l'Arménie sur la question de l'occupation du Haut-Karabagh. Force et faiblesse, le pétrole et le gaz sont les principaux vecteurs de développement économique national, ce qui pose de nombreux problèmes liés à l'acheminement de ces ressources énergétiques. L'Azerbaïdjan se doit de trouver des relais économiques à la manne gazière et pétrolière et développer une stratégie de développement durable.

After 70 years of Soviet power, Azerbaijan became independent again with the collapse of the USSR, in a difficult context, characterized by the necessary transition to the market economy, the availability of rustic industrial and technological equipment, in the process of obsolescence and rapid wear, and the open conflict with Armenia over the question of the occupation of Nagorno-Karabakh. Strength and weakness, oil and gas are the main vectors of national economic development, which poses many problems related to the transportation of these energy resources. Azerbaijan must find economic relays in the oil and gas windfall and develop a sustainable development strategy.

Azerbaïdjan, transition économique, pétrole, gaz, stratégie de développement durable

Mots clés : Azerbaïdjan, economic transition, oil, gas, sustainable development strategy

L'économie de l'Azerbaïdjan, forces et dangers dans un monde globalisé et conflictuel

Pax Economica

Jacques Fontanel

Conférence

Séminaire des doctorants, 10 juin 2012

Université Pierre Mendès France de Grenoble

Situé sur la route historique de la soie, à la frontière de l'Arménie, de la Russie, de l'Iran et de la Turquie, l'Azerbaïdjan a toujours été une région charnière, géostratégiquement importante, mais la présence de puits de pétrole considérables dans la mer Caspienne exacerbe aujourd'hui l'intérêt des grandes puissances économiques. Après 70 ans de pouvoir soviétique, l'Azerbaïdjan est redevenue indépendante avec l'effondrement de l'URSS, dans un contexte difficile, caractérisé par la nécessaire transition vers l'économie de marché, la disponibilité d'un équipement industriel et technologique rustique, en voie d'obsolescence et d'usure rapide, et le conflit ouvert avec l'Arménie sur la question de l'occupation du Haut-Karabagh. L'Etat a entrepris un processus de privatisation des entreprises et il a encouragé les investissements étrangers, comme en témoignent notamment le « contrat du siècle » signé en septembre 1994¹ avec de grandes firmes multinationales. Le pétrole et le gaz constituent les deux bras armés de l'Azerbaïdjan dans ses objectifs de développement économique.

La transition d'une économie planifiée vers une économie de marché engagée dans un processus de globalisation marchande, notamment sur les marchés énergétiques, n'a pas été facile et les obstacles au développement se sont multipliés. D'abord, l'Azerbaïdjan est passé d'un système hyper centralisé et planifié vers une économie de marché déjà bien organisée. Il lui a fallu développer des réseaux commerciaux avec l'Europe et les firmes multinationales dans un secteur concurrentiel, se protéger des exigences russes, refonder un système public fort dans le domaine énergétique et favoriser l'essor d'un nouveau secteur privé. Ensuite, l'Azerbaïdjan bénéficie d'investissements étrangers importants, mais dirigés principalement dans le domaine des ressources naturelles (pétrole, gaz naturel, fer, métaux non ferreux et bauxite). Enfin, les aléas des marchés internationaux du pétrole et du gaz, les évolutions géostratégiques mondiales (facteurs d'évolution des prix du pétrole et du gaz), la définition des trajets des oléoducs et des gazoducs, la gestion nationale et internationale des ressources de la rente pétrolière et gazière, la crise économique mondiale ou le règlement de la crise du Haut Karabagh sont autant d'interrogations, d'atouts ou d'obstacles concernant l'avenir de l'économie de l'Azerbaïdjan.

Avec 8,5 millions d'habitants répartis sur 84.000 kilomètres carrés, l'Azerbaïdjan a fait des progrès significatifs en termes d'activité économique. Cependant, le développement économique de l'Azerbaïdjan est dépendant de sa capacité à gérer d'importantes ressources énergétiques, mais en voie d'extinction d'ici à eux ou trois décennies, pour les utiliser dans des secteurs économiques nouveaux, notamment de haute technologie. C'est l'un des paris les plus importants engagés par un pays qui se tourne vers les institutions européennes pour préparer son avenir.

¹ Cf. Zeynalov, F., Fontanel, J.(2011), L'Azerbaïdjan, un pays aux ambitions européennes, L'Harmattan, Paris.

Le rôle essentiel des ressources énergétiques dans le développement économique.

Le développement économique de l'Azerbaïdjan est aujourd'hui dépendant de l'exportation du pétrole et du gaz.

Le pétrole, le principal vecteur du développement économique national

Depuis son indépendance, l'Azerbaïdjan a relancé sa production pétrolière. Elle représente aujourd'hui 1% de la production mondiale, contre 0,4 % en 2001 (Tableau n°1).

Tableau n°1 - La production de pétrole dans le monde en 2009 et 2012²³

Pays	Production 2009 (en millions de barils/jour)	Production 2012 ⁴ (millions de tonnes)	En % de la production mondiale en 2012 (INSEE)
Russie (2010)	10,12	514,1	13,1
Arabie Saoudite	9,76	525,8	13,4
USA	9,14	355,1	9,1
Iran	4,17	205,8	5,3
Chine	3,99	203,6	5,2
Canada	3,29	108,0	2,8
Mexique	3,00	137,8	3,5
Emirats Arabes Unis	2,80	N.I.	N.I.
Brésil	2,56	N.I.	N.I.
Koweït	2,49	140,0	3,6
Vénézuéla	2,47	139,6	3,6
Irak	2,40	136,9	3,5
Norvège	2,35	92,1	2,4
Nigeria	2,21	117,4	3,0
Algérie	2,08	74,3	1,9
...			
Azerbaïdjan	1,00	NI (48)	NI (1,3)

Entre parenthèses, sources nationales de l'Azerbaïdjan.

Le pays dispose de ressources importantes, lesquelles, au niveau mondial, semblent relativement faibles au regard de ce qu'elles paraissent au début du XXe siècle. La construction du pipeline BTC partant de la mer Caspienne est susceptible de favoriser le doublement des exportations de pétrole, mais la question des réserves prouvées est clairement posée aux autorités azerbaïdjanaises. En 2012, l'Azerbaïdjan se situait au 19^e rang mondial, soit 0,5 % des réserves mondiales, ce qui est assez conséquent au regard de la superficie du pays et du nombre de ses habitants (12^e rang). Le Tableau n°2 met en évidence la place de l'Azerbaïdjan dans les réserves prouvées de pétrole dans le monde et l'intérêt économique de celles-ci.

² U.S. Energy Information Administration, (2010) Countries, <http://www.eia.doe.gov/countries/> cf Index Mundi : Production pétrolière dans le monde. <http://www.indexmundi.com/map/?v=88&l=fr>

³ Une tonne de pétrole brut représente 7 et 9,3 barils, la moyenne mondiale se situant aux environs de 7,6 barils par tonne.

⁴ INSEE (2012) Production et réserves de pétrole brut dans le monde en 2012. http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=98&ref_id=CMPTEF11337

Tableau n°2 – Les plus grandes réserves de pétrole de pétrole du monde (2010-2011)

Pays	Pétrole - réserves prouvées (barils) ⁵	En % (2010)	Pétrole en milliards de tonnes (2012) ⁶	En % au monde	Barils/Par habitant
Arabie saoudite	264,599,994,368	19,2	36,4	17,5	9970
Canada (2011)	175,199,993,856	12,7	23,7	11,4	5080
Iran (2011)	137,600,008,192	9,9	20,6	9,9	1750
Iraq	115,000,000,512	8,3	19,5	9,4	3700
Koweït	103,999,995,904	7,5	14,2	6,8	38500
Émirats arabes unis	97,800,003,584	7,1	NI	NI	18450
Venezuela	97,769,996,288	7,1	28,8	13,9	3490
Russie (2009)	74,199,998,464	5,4	8,2	3,9	540
Libye	46,999,998,464	3,4	6,4	3,1	7000
Nigeria	37,499,998,208	2,7	5,1	2,4	220
Kazakhstan	30,000,001,024	2,2	NI	NI	1715
Qatar	25,410,000,896	1,8	NI	NI	12700
Chine	20,349,999,104	1,5	2,8	1,3	15
États-Unis	19,120,001,024	1,4	2,8	1,4	60
Angola	13,500,000,256	1,0	NI	NI	240
Algérie	13,420,000,256	1,0	1,7	0,8	40
Brésil	13,200,000,000	1,0	NI	NI	65
Mexique	12,419,999,744	0,9	1,4	0,7	110
Azerbaïdjan	7,000,000,000	0,5	NI	NI	740

Les réserves prouvées de l'Azerbaïdjan sont relativement faibles, mais des espoirs sérieux sont fondés sur la découverte de nouvelles ressources énergétiques dans la mer Caspienne, région dans laquelle se situent la plupart des puits exploités via le terminal de Sangachal. C'est pourquoi la question du partage de la mer Caspienne est importante, au regard de la découverte potentielle de nouvelles réserves. Le gouvernement a ouvert son économie aux investisseurs étrangers dès son indépendance. C'est dans les champs « offshore » de Azeri-Chirag-Guneshli que 80 % de la production de pétrole d'Azerbaïdjan (800.000 barils par jour contre 130.000 en 2004) sont produits avec la SOCAR (société publique azerbaïdjanaise du pétrole) pour l'opérateur principal. L'accord de répartition de la production a été signé en 1994 pour 30 ans et pour 8 milliards d'euros, par "Azerbaijan International Operating Company" (AIOC) avec des actionnaires étrangers d'importance. La production s'est accrue rapidement avec la mise en place du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, géré par le consortium International Operating Company Azerbaïdjan (AIOC) et destiné à exploiter les plates-formes pétrolières et le terminal de Sangachal. L'accord pourrait être prolongé jusqu'en 2029. Une sixième plate-forme est prévue en 2013 dans le cadre du ChiragOil Project, un investissement de 6 milliards de dollars approuvé en mars 2010, avec une production pétrolière de 900.000 barils par jour jusqu'en 2019. Les réserves prouvées représentent, au prix d'aujourd'hui, une valeur de l'ordre de 840 milliards de dollars. Des efforts significatifs sont engagés pour trouver de nouveaux puits, mais le déclin de la production va devenir rapidement inéluctable, même en cas de résolution du conflit sur la mer Caspienne.

⁵ U.S. Energy Information Administration, (2010), Ibid.

⁶ INSEE (2012) Ibid.

Les modes de transport du pétrole sont aussi importants à choisir et à mettre en place, au regard de l'importance des exportations. D'abord, le réseau de pipeline du Caucase Sud a été élargi à partir du complexe ACG (Azeri-Chirag-Guneshli), lequel utilise principalement le pipeline de Bakou-Tbilissi-Ceyhan pour ses exportations de pétrole. La capacité de transport est aujourd'hui suffisante pour assurer tout le transport des exportations jusqu'en 2035. Le KCTS (Kazakhstan Caspian Transportation System) est en voie de construction. Il se propose d'exporter le pétrole du Kazakhstan jusqu'en Azerbaïdjan (2014-2016). Enfin, le WER (Western Export Route) va de Bakou à Supsa sur la mer Noire. Il a dû faire face à d'importants travaux de maintenance et de réparation qui en ont réduit l'intérêt.

La SOCAR continue de gérer directement une partie non négligeable des recettes pétrolières. Son mode de fonctionnement est caractéristique des entreprises publiques du secteur énergétique mondial, avec des dettes importantes au compte de l'Etat. Il faut noter que le State Oil Fund de l'Azerbaïdjan est un bon exemple de la gestion transparente des ressources financières du secteur public, ce qui a été souligné par l'Organisation des Nations Unies.

Le gaz, une ressource d'énergie complémentaire stratégiquement intéressante

L'Azerbaïdjan dispose de réserves naturelles importantes (de l'ordre de 850 milliards de mètres cubes prouvés, principalement du champ « Shah Deniz », et sans doute 6 à 7.000 milliards supplémentaires prévues à la suite de nouvelles découvertes), qui devraient encore être disponibles pendant un siècle, mais il s'agit d'une hypothèse pas encore confirmée (Tableau n°3).

L'accord de transit avec la Turquie ouvre ce gaz au marché européen, lequel peut alors investir dans l'exploration et le développement de ces gisements. De nouveaux accords signés depuis 2010 avec de nombreux partenaires étrangers (notamment Total, Gaz de France, ENI, ITOCHU, DELTA, RWE) permettent l'exploitation des puits pour un montant de 60 milliards de dollars. Le potentiel de production annuelle totale de l'Azerbaïdjan devrait atteindre de 30 à 40 milliards de mètres cubes en 2015, contre 26 milliards de mètres cubes en 2010. La question principale réside dans les arrangements et négociations pour les transits vers l'Europe et les solutions sont progressivement mises en place, surtout depuis 2010. Le champ offshore « Shah Deniz », découvert en 1999, est bien plus riche que prévu, de l'ordre de 1200 milliards de mètres cubes, exploité par BP, SOCAR, Total, Statoil, Lukoil, OIEC (Iran) et TPAO (Turquie). Il produit aujourd'hui 4 millions de mètres cubes en excès par jour. Il est d'abord dirigé vers le terminal de Sangachal et ensuite vers le gazoduc du Sud Caucase (South Caucasus Pipeline). La production devrait atteindre pendant cette décennie 8,6 milliards de mètres cubes jusqu'en 2020, surtout à destination des consommateurs turcs. Les autres puits impliquent des solutions technologiques autrement plus complexes et donc des coûts plus élevés, auxquels devraient s'ajouter le prix du transport par de nouvelles routes. La question est plutôt de connaître l'importance de l'évolution des prix en vue de la compétitivité de cette énergie difficile à extraire. Au fond, l'exploitation de ce gaz dépend de sa rareté et de son prix relatif.

Des règles claires et transparentes en matière de transport doivent être définies. Un nouveau gazoduc devra être construit pour le consommateur européen, via la Géorgie et la Turquie. En Juin 2010, un accord entre l'Azerbaïdjan et la Turquie a alloué 6 milliards de mètres cubes par an à partir de Shah Deniz vers le marché turc et la possibilité de 8,5 milliards de mètres cubes en exportation vers l'Europe, 1,5 milliards de mètres cubes étant alors consommés en Azerbaïdjan et en Géorgie, par le canal de Trans-Adriatic Pipeline et de l'Interconnector Greece-Italy (IGI). D'autres solutions ont été proposées, mais elles sont encore plus onéreuses. Aujourd'hui, il existe trois principaux pipelines. D'abord, le South Caucasus Pipeline de Shah Deniz vers la Turquie (d'une capacité de 20 milliards de mètres cubes par an), parallèle à l'oléoduc BTC, peut être connecté aux réseaux du Turkménistan et du Kazakhstan. Ensuite, vers la Russie, l'Azerbaïdjan peut exporter par le canal du pipeline « Baku-NovoFilya (d'une capacité de 13 milliards de mètres cubes par an) et il est relié au pipeline « Mazdok-

Makhachkala-Gazimahomed ». Enfin, le gazoduc « Qazimammad-Astaragas », d'une capacité maximale de 10 milliards de mètres cubes par an, bénéficie d'un contrat entre l'Iran et l'Azerbaïdjan, pour un volume de 1 million de mètres cubiques par jour pendant 25 ans

Tableau n°3 – Réserves prouvées de gaz naturel dans le monde

Pays	Gaz naturel - production (en milliards mètres cubes)⁷	Réserves (en milliards de mètres cubes)⁸
États-Unis	593,4	6928
Russie	583,6	47570
Iran	200,0	29610
Canada	161,3	1754
Norvège	103,5	2313
Algérie	86,5	4502
Indonésie	85,7	3001
Chine	82,9	3030
Pays-Bas	79,6	1416
Arabie saoudite	77,1	7461
Qatar	77,0	25470
Ouzbékistan	67,6	1841
Égypte	62,7	1656
Mexique	60,4	360
Royaume-Uni	58,6	292
Malaisie	57,3	2350
Émirats arabes unis	50,2	6071
Australie	42,3	3115
Argentine	41,4	398
Trinité-et-Tobago	39,3	436
Inde	38,7	1075
Pakistan	37,5	840
Kazakhstan	35,6	2407
Turkménistan	34,0	7504
Nigeria	32,8	5246
Thaïlande	28,8	342
Oman	24,0	849
Venezuela	23,1	4983
Azerbaïdjan	23,0	849
Ukraine	21,2	1104
Irak	1,9	3170

Plusieurs projets de construction de gazoducs existent aujourd'hui, parfois en concurrence. D'abord, la construction d'un pipeline transcaucasien, utile à la fois pour le Turkmenistan et l'Azerbaïdjan, est contestée par la Russie et l'Iran sous deux prétextes : le

⁷ Index Mundi, CIA World Factbook, 1 janvier 2011. Gaz naturel, production, Monde, 2011. <http://www.indexmundi.com/map/?v=136&l=fr>

⁸ Index Mundi, CIA World Factbook, 1 janvier 2011. Gaz naturel, réserves prouvées, 2011. <http://www.indexmundi.com/map/?v=98&l=fr>

respect de l'environnement et la persistance d'un désaccord entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan sur la question la délimitation de la mer Caspienne. Ensuite, développée par six firmes multinationales, la construction de « Nabucco gas pipeline » a pour projet de partir de Erzurum en Turquie vers Baumgarten en Autriche, en vue de diversifier la demande vers des bassins de consommateurs à fort potentiel. Pourtant, le consortium qui exploite le gisement de Shah Deniz avait déjà choisi en février le gazoduc TAP (Trans Adriatic Pipeline, reliant la Grèce au sud de l'Italie en traversant l'Albanie) comme autre option pour transporter le gaz azéri vers l'Europe. La décision finale est prévue pour 2013. Enfin, AGRI (Azerbaijan-Georgia-Romania Interconnector) se propose de fournir la Roumanie et ses pays voisins, avec la construction d'une usine de liquéfaction pour l'exportation. Ces projets sont cependant difficiles à financer.

L'Azerbaïdjan mène une politique énergétique volontariste. Pour le gaz, le gouvernement sait engager des investissements en fonction de la demande. Il cherche à obtenir des accords de long terme entre les contractants pour que les opérations de production, de transport et de vente tiennent compte des contraintes géopolitiques régionales et mondiales. Les pays (Russie, Georgie, Iran, Turquie, Etats-Unis bientôt) qui se fournissent en Azerbaïdjan ont des intérêts politiquement et économiquement conflictuels, ce qui rend la région particulièrement sujette aux crises et même à des formes d'insécurité dans les échanges de gaz et de pétrole. Il est donc essentiel que le pays soit faiblement dépendant de chacun de ses clients. Parce que l'Europe veut trouver les sources d'approvisionnement diversifiées, elle s'engage dans l'achat de gaz de Bakou pour être plus indépendant des ventes, utilisées parfois à des fins stratégiques, de Moscou. Le choix de l'Europe comme destination des oléoducs semble justifié par l'importance du marché, même si le Golfe persique représente un concurrent très sérieux dans la fourniture de pétrole pour l'Europe, avec des frais de transports moindres.

II. Les conditions du développement économique de l'Azerbaïdjan dans la prochaine décennie

En dépit des complications politiques de la région, l'Azerbaïdjan semble réussir le premier stade de son développement économique. Les revenus ont été en partie réinvestis dans le pays et les experts de la Banque mondiale saluent les efforts de la politique économique libérale qui simplifient les règles de régulation nationales. Les réserves publiques atteignent 40 milliards de dollars. Cependant, les réserves pétrolières du pays sont limitées. De 2009 à 2015, l'Azerbaïdjan a atteint un pic de production, qui pourrait conduire à une diminution significative de ses revenus, sauf si la découverte de nouveaux puits était prouvée ou si le prix mondial des ressources énergétiques augmentaient significativement, au regard de leur rareté ou des tensions géopolitiques. L'énergie gazière elle-même produit des revenus réduits au regard de ceux du pétrole, mais ils seront encore disponibles dans trois décennies. Le problème principal réside dans la fragilité de l'économie nationale trop dépendante des ressources énergétiques de son sol, mais aussi des conditions stratégiques d'un monde globalisé aux rapports de force complexes.

Les relais économiques à la manne pétrolière et gazière

Depuis 2000, l'Azerbaïdjan a connu une très forte croissance, avec une hausse du produit intérieur brut (PIB) due à la fois à la hausse des revenus pétroliers (due à une augmentation des prix et des exportations) et par les retombées des investissements étrangers dans les capacités de production et d'exportation énergétiques, concernant notamment les gisements pétroliers offshore de Azeri-Chirag-Gunashli. Cependant, les exportations de pétrole de la SOCAR ont diminué de 21.6% en 2011. La Banque mondiale prévoit une croissance de l'économie nationale de 3.1% pour 2012, 3,5% pour 2013 et 4.5% pour 2014. Des investissements considérables ont été engagés dans certains secteurs non pétroliers, mais sans véritable diversification de son

économie. Le secteur (public) des hydrocarbures représente la moitié du PIB. Le Fonds public « State OilFund de l'Azerbaïdjan » (SOFAZ), mis en place pour utiliser une partie de la vente des hydrocarbures au bénéfice de la nation, engage d'importants projets d'investissement public, il comble le déficit public et il sauvegarde des ressources financières pour les générations futures et d'engager des mesures sociales, comme le Programme sur la Réduction de la Pauvreté et du Développement Durable dans la République d'Azerbaïdjan 2008-2015. Ces transferts représentent aujourd'hui 60% des ressources du gouvernement. Les investissements publics pour des projets d'infrastructure, notamment dans les transports routiers ou ferroviaires, sont conséquents. Enfin, l'inflation reste modérée, mais en augmentation de 1,6 % en 2009 à plus de 6 % en 2012. Cependant, le gouvernement se propose de doubler le PIB dans les 10 prochaines années. Le pari principal du pays réside dans la croissance du secteur non pétrolier.

L'agriculture est faiblement productive (cultures maraîchères, céréales, soie, coton). Elle représente encore plus du tiers de la population active pour une production inférieure à 6% du PIB. Les principaux secteurs industriels du pays sont le gaz, le pétrole et ses dérivés, l'acier, le fer, les produits chimiques et pétrochimiques et enfin le textile. En revanche, le secteur industriel n'occupe que 13 % des emplois pour une production représentant 65 % du PIB. SOCAR, la compagnie pétrolière d'Etat, a étendu ses activités dans les autres secteurs de l'économie azérie, notamment dans les services de transport du gaz, les nouvelles technologies de communication mobile et Internet. (Tableau n°4).

Tableau n° 4 – Principaux indicateurs économiques de l'Azerbaïdjan (2008-2013)⁹

Indicateurs de croissance	2008	2009	2010	2011	2012 (e)	2013 (e)
PIB (milliards USD)	46,3	43,08	51,70	62,32	72,18	82,12
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	10,8	9,3	5,0	0,1	3,1	1,9
PIB par habitant (USD)	5.212	4.798	5.713	6.832	7.850	8.860
Endettement de l'Etat (en % du PIB)		12,1	11,4	10,2	11,2	10,8
Taux d'inflation (%)	1,4	1,6	5,7	7,9e	5,6	6,1
Taux de chômage (% de la population active)	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)		10,18	15,04	16,40	15,73	13,49
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	35,5	23,6	29,1	26,3	21,8	16,4

En revanche, les investissements privés ont diminué, notamment dans le secteur pétrolier, depuis l'achèvement des gros investissements en 2006. En suivant les conseils des institutions internationales (Banque mondiale et Fonds Monétaire Internationale, le gouvernement azerbaïdjanais a pris des mesures pour réduire la dépendance aux revenus pétroliers, l'effet « Dutch disease » et les inégalités excessives des revenus et des patrimoines. Reposant principalement sur la force des prix du pétrole, le compte courant de la balance des paiements est excédentaire de 16,4 milliards de dollars en 2011 (environ 31,9% du PIB), contre 15 milliards de dollars un an plus tôt. Avec la flambée des actifs SOFAZ, le total des actifs étrangers s'élève à 56% du PIB. Les réserves financières dépassent aujourd'hui 40 milliards de dollars. La Banque centrale d'Azerbaïdjan a souvent adopté une politique monétaire de type expansionniste, pour faire face au renforcement aux besoins de l'économie non pétrolière. Elle continue cependant à fournir des prêts à long terme et un appui aux financements spéciaux des entreprises privées et les banques. Elle s'appuie sur les normes de Bâle afin d'améliorer la réglementation bancaire et sur un renforcement de leur capitalisation, en vue d'améliorer la confiance du public et la

⁹ IMF World Economic Outlook Database, avril 2012 2) EIU Country Report, avril 2012 3) OCDE, janvier 2012

stabilité du système bancaire.

En 2012, le gouvernement azerbaïdjanais a exprimé sa volonté de développer des industries de haute technologie. Les profits attendus de ces nouvelles industries devraient produire des revenus comparables à ceux générés par le gaz et le pétrole. Une grande variété de produits et de services innovants ont été présentés au BakuTel par des développeurs locaux ou étrangers, concernant la sécurité, les sonars, le développement d'un réseau en fibre optique à large bande passante, l'urbanisme, l'essor des réseaux sans fils et satellites, les technologies propres, l'accès en ligne du service public ou des tables de jeu à vocation éducative pour les écoles maternelles. Ces efforts témoignent de la volonté d'un développement multidimensionnel, même si le chemin à emprunter n'est pas facile à concevoir et à construire.

En 2011, grâce au secteur énergétique, l'Azerbaïdjan se situait au 75^e rang sur 191 pays pour son PIB par habitant, à comparer avec son 111^e rang en 2006. L'espérance vie est de 73 ans pour les femmes et 69 ans pour les hommes. On peut ainsi constater que ce pays a dépassé deux pays européens, que son PIB par habitant est supérieur à celui de la Chine et qu'elle se situe au quatrième rang sur ce critère parmi les puissances de la mer Caspienne, après la Russie, le Kazakhstan et la Turquie. Son indice de développement humain et celui de la corruption sont encore à améliorer (Tableau n°4).

Tableau n° 4 - Le PIB global et par habitant d'économies nationales représentatives, taux de corruption et indice de développement humain (dollars courants)¹⁰

Pays/Années	2006	2011	Taux de Corruption et classement mondial ¹¹	Indice développement humain 2011 ¹²
Arménie	10,11	3305	2,6 (129)	0,716 (86)
AZERBAIDJAN	2473	6916	2,4 (143)	0,700 (91)
Bosnie-Herzégovine	3241	4821	3,2 (91)	0,733 (74)
Burundi	121	271	1,9 (172)	0,316 (185)
Chine	2069	5430	3,6 (75)	0,687 (101)
France	35848	42377	7,0 (25)	0,884 (20)
Georgie	1761	3203	4,1 (64)	0,733 (75)
Iran	3180	4526 (en 2009)	2,7 (120)	0,707 (88)
Kazakhstan	6772	11,245	2,7 (120)	0,745 (68)
Russie	6947	13089	2,4 (143)	0,755 (66)
Turkménistan	2093	4722	1,6 (177)	0,686 (102)
Turquie	8845	10498	4,2 (61)	0,699 (92)
USA	44663	48442	7,1 (24)	0,910 (4)

Le principal défi pour le gouvernement est de maintenir la stabilité macroéconomique, malgré des évolutions parfois erratiques des ressources énergétiques. Toutefois, la gestion de cette manne pétrolière ne semble pas avoir toujours été optimale. Il est nécessaire d'appuyer la production du pétrole sur l'idée d'un développement durable. Des réformes juridiques et institutionnelles ont été conduites en Azerbaïdjan en vue de rapprocher la législation financière

¹⁰ The World Bank, GDP per capita (current US\$), World Bank national accounts data, and OECD National Accounts data files. <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD>

¹¹ Transparency International, Corruption perceptions index 2001, <http://cpi.transparency.org/cpi2011/results/> L'indice de corruption donne une idée de la corruption ordinaire. Il ne souligne sans doute pas suffisamment l'importance d'actes illégaux passant par les paradis fiscaux, connus en principe, mais jamais retenus dans les calculs. Il est vrai que certaines formes de corruption dans ces lieux sont légalisées.

¹² UNDP, Rapport 2011 [Human Development Statistical Tables](http://hdr.undp.org/fr/statistiques/idh/), <http://hdr.undp.org/fr/statistiques/idh/>

du cadre général défini par les organisations internationales et notamment du Conseil de l'Europe et de l'OSCE¹³.

Les conditions stratégiques d'un développement économique durable

L'Azerbaïdjan vit dans une région particulièrement instable, avec la dissolution de l'Union soviétique, les intérêts nationaux divergents dans la mer Caspienne et son conflit récurrent avec l'Arménie. Plusieurs problèmes doivent trouver des solutions pour une stabilisation positive de l'économie nationale.

1) La région est très conflictuelle et les interférences politiques ne permettent guère des prévisions à long terme. Le processus de Minsk en vue de régler le conflit de Nagorno-Karabakh n'a pas produit les résultats escomptés. Plus généralement, les questions de l'héritage de l'URSS (Karabakh, Abkhazie, Ossétie du Sud, Ingouchie, Tchétchénie ou Daguestan), la mise au banc internationale de l'Iran et l'existence de mouvements islamiques ne rendent pas la région aussi attractive qu'elle pourrait l'être pour les investissements étrangers. Des actions militaires aux conséquences incontrôlées sont encore envisageables à court terme.

2) L'Azerbaïdjan exerce un rôle croissant dans les évolutions des relations internationales mondiales. L'Europe a besoin de l'Azerbaïdjan pour améliorer la sécurité de ses approvisionnements en énergie. Cependant, le partenariat avec l'Europe n'a pas encore satisfait les Azéris¹⁴, ni d'ailleurs les Européens. Pourtant leurs intérêts économiques et politiques devraient être communs.

3) Dans un univers géopolitique particulièrement tourmenté, l'Azerbaïdjan est une puissance politique et stratégique non négligeable qui va au-delà de sa région et de ses relations culturelles. Il se doit d'établir des partenariats avec les grandes puissances régionales, de la Russie à l'Iran, en passant par la Turquie, la Géorgie et la puissante Amérique pour de simples raisons économiques, liés à ses intérêts nationaux vitaux. Cependant, le rapprochement de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie avec Washington, comme leur participation au GUAM (une alliance avec l'Ukraine et la Moldavie perçue comme anti russe), ne va pas sans inquiéter Moscou. Il en résulte des jeux stratégiques difficiles à interpréter. L'Azerbaïdjan bénéficie de l'aide « prioritaire » économique des Etats-Unis et de son soutien pour son adhésion à l'OTAN..

4) La plupart des compagnies pétrolières ont des intérêts dans la mer Caspienne. Le partage des champs pétrolifères et gaziers révèlent des intérêts divergents. Avant 1990, cette mer était contrôlée par deux pays, l'URSS et l'Iran, avec une détermination précise des droits de chacun. Depuis 1991, cinq pays sont concernés, la Russie, l'Iran, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan. La question juridique internationale n'est pas tranchée sur le point de savoir si cette mer répond au statut des lacs ou à celui des mers. Téhéran veut un partage en cinq parts égales, Bakou, Moscou et Astana revendiquant un partage proportionnel à la longueur côtière de chaque Etat. Les trois sommets réunissant les chefs d'Etat des cinq pays (2002, 2007 et 2010) ont montré la difficulté de parvenir à un accord final. Depuis 2012, la Russie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan sont d'accord sur le principe selon lequel chaque pays ne revendique pas les fonds marins de l'autre, la surface de la mer restant neutre. Cet accord ne concerne ni l'Iran, ni le Turkménistan, sauf en ce qui concerne la lutte contre la pollution de cette étendue d'eau fermée (Aqdau, 2011). Les Etats-Unis, très actifs dans la région, soutiennent l'analyse de l'Azerbaïdjan contre celle de l'Iran, surtout en vue d'affaiblir le régime de Téhéran, en l'empêchant de disposer de réserves énergétiques plus importantes. Cependant, en s'opposant à la mise en place de

¹³ Zeynalov, F., Fontanel, J.(2011), Op.Cit.

¹⁴ Corvaisier-Drouart, Fontanel, J. (2011), L'importance des relations économiques, politiques et sociales de l'Azerbaïdjan avec l'Union européenne, in Zeynalov, F., Fontanel, J.(2011), L'Azerbaïdjan, un pays aux ambitions européennes, L'Harmattan, Paris.

gazoducs ou d'oléoducs passant par l'Iran, la Russie devient une voie possible (avec la Turquie), alors même que le projet Nabucco était censé limiter la dépendance gazière européenne par rapport à Moscou. Inquiets des crises d'approvisionnement liées aux conflits entre la Russie et l'Ukraine, les pays de l'Est européen, désireux de réduire leur dépendance au gaz russe ont souhaité la mise en place du gazoduc Nabucco, via la Turquie, sans passer par la Russie. Moscou a développé un projet concurrent South Stream, avec l'appui de firmes multinationales occidentales, et il a obtenu de faire passer le pipeline dans les eaux territoriales de la Mer Noire de la Turquie. Le projet Nabucco est alors fortement compromis, ce qui met l'Europe en situation de dépendance à l'égard de deux pays (Russie et Turquie) qui ont des raisons stratégiques et politiques à avoir des griefs à l'encontre de l'Union européenne et de s'entendre, éventuellement à ses dépens.

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan souhaite intégrer les institutions européennes. Il s'engage progressivement vers une démocratie, ce qui n'est pas si facile au regard du fait que l'Azerbaïdjan n'a jamais vécu cette forme de culture et de régime politique. Certes, les dépenses publiques ont augmenté, faisant reculer le taux d'illettrisme et le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Les conditions politiques du respect des droits de l'homme ont souvent été contestées, mais le développement économique du pays n'en reste pas moins un début de réalité grâce à l'exploitation des ressources considérables du sous-sol national. Au fond, l'effort du gouvernement de l'Azerbaïdjan de rejoindre l'Union européenne témoigne d'un effort toujours encouragé par les instances bruxelloises compétentes, malgré les nombreuses critiques constamment émises. L'absence de passé « démocratique » ne permet sans doute pas à court terme la mise en place d'un système « occidentalisé ». En tout cas, s'il faut à l'Etat de l'Azerbaïdjan de s'ouvrir à plus de liberté, d'égalité et de lutte contre la corruption, il faut aussi avoir le courage de le demander à ceux la Russie, de la Chine et de tous les pays du Golfe persique, dont les indicateurs ne sont pas non plus au beau fixe dans le domaine des droits de l'homme.

Références bibliographiques

Corvaisier-Drouart, Fontanel, J. (2011), L'importance des relations économiques, politiques et sociales de l'Azerbaïdjan avec l'Union européenne, in Zeynalov, F., Fontanel, J.(2011), L'Azerbaïdjan, un pays aux ambitions européennes, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2005), La globalisation en analyse. Géoeconomie et stratégie des acteurs, L'Harmattan, Paris, Septembre.

Fontanel, J. (2010), Un concept élargi de la sécurité économique, in Economie politique de la sécurité internationale, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2011), Le gaz et le pétrole, un instrument de développement économique de l'Azerbaïdjan, in Zeynalov, F., Fontanel, J.(2011), L'Azerbaïdjan, un pays aux ambitions européennes, L'Harmattan, Paris.

Index Mundi, CIA World Factbook, 1 janvier 2011. Gaz naturel, production, Monde, 2011.
<http://www.indexmundi.com/map/?v=136&l=fr> et
<http://www.indexmundi.com/map/?v=98&l=fr>

INSEE (2012) Production et réserves de pétrole brut dans le monde en 2012.
http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=98&ref_id=CMPTEF11337

Transparency International, Corruption perceptions index 2001,
<http://cpi.transparency.org/cpi2011/results/>

UNDP, Rapport 2011 Human Development Statistical Tables, <http://hdr.undp.org/fr/statistiques/idh/>

U.S. Energy Information Administration, (2010) Countries, http://www.eia.doe.gov/countries/cf_Index_Mundi : Production pétrolière dans le monde. <http://www.indexmundi.com/map/?v=88&l=fr>

World Bank, GDP per capita (current US\$), World Bank national accounts data, and OECD National Accounts data files. <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD>

Zeynalov F. (2011) – Le conflit du Haut-Karabakh : une paix juste ou une guerre inévitable. Une approche historique, géopolitique et juridique, Paris, L'Harmattan.

Zeynalov, F., Fontanel, J.(2011), L'Azerbaïdjan, un pays aux ambitions européennes, L'Harmattan, Paris.